

Budget de l'Ontario de 2009

26 mars 2009

●● Perspectives financières

- Compte tenu de l'incidence du ralentissement économique mondial, soudain et inattendu, sur les perspectives de revenus et les perspectives économiques, la province prévoit actuellement un déficit de 3,9 milliards de dollars en 2008-2009. Par rapport à la taille de son économie, le déficit de l'Ontario de 2008-2009 est l'un des plus faibles des pays industrialisés touchés par la crise économique. Cela met en relief l'engagement du gouvernement de protéger les emplois et de favoriser la croissance tout en continuant de gérer avec prudence les finances de la province.
- Le gouvernement investira 34 milliards de dollars au cours des deux prochaines années pour stimuler la croissance économique, ce qui représente 2,9 % du PIB. Ce montant comprend 32,5 milliards de dollars pour l'infrastructure et des fonds supplémentaires de près de 700 millions de dollars pour la formation professionnelle. Ces investissements contribueront à créer et à préserver plus de 300 000 emplois d'ici 2011.
- La province prévoit des déficits diminuant progressivement pour passer de 14,1 milliards de dollars en 2009-2010 à 12,2 milliards de dollars en 2010-2011 et à 9,7 milliards de dollars en 2011-2012, et s'attend à revenir à l'équilibre budgétaire d'ici 2015-2016.
- Le gouvernement s'assurera de maintenir la croissance des charges des programmes de base en deçà de la croissance des revenus, et c'est là un élément clé de son plan pour éliminer le déficit d'ici 2015-2016.
- On prévoit que les dépenses de programmes augmenteront pour passer de 88,5 milliards de dollars en 2008-2009 à 101,9 milliards de dollars en 2011-2012, le gouvernement s'étant engagé à maintenir les services essentiels et à préserver et créer des emplois par des investissements ciblés et opportuns dans des domaines comme l'infrastructure et la formation professionnelle.
- Le plan financier comprend une réserve de 1,2 milliard de dollars pour les perspectives à moyen terme de chaque exercice et de 1,5 milliard de dollars pour les perspectives à plus long terme de chaque exercice. La réserve est plus importante pour la période des perspectives à plus long terme afin de tenir compte de l'incertitude inhérente aux prévisions des revenus et des charges sur une plus longue période. En outre, le plan financier comprend également un fonds de prévoyance se chiffrant à 3,4 milliards de dollars en 2009-2010, ce qui donnera au gouvernement la souplesse requise pour relever les défis économiques mondiaux qui pourraient encore survenir.

Service des abonnements courriel

 Visitez www.ofina.on.ca et inscrivez-vous au service des abonnements courriel pour recevoir les dernières mises à jour de la province de l'Ontario :

- Titres d'emprunts
- Bulletin de l'OOF
- Webémissions
- Programme d'emprunts
- Présentations RI
- Autres activités

Plan de redressement financier de l'Ontario

(en milliards de dollars)

	Chiffres		Perspectives à					
	provisoires	Plan	moyen terme		Perspectives à plus long terme			
	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Revenus	93,4	96,0	103,6	104,4	109,3	114,3	119,6	125,2
Charges								
Programmes	88,5	99,6	104,7	101,9	104,2	106,6	109,0	111,5
Intérêt sur la dette ¹	8,9	9,3	9,9	11,1	11,6	12,0	12,2	12,2
Total des charges	97,3	108,9	114,6	112,9	115,8	118,5	121,2	123,7
Réserve	—	1,2	1,2	1,2	1,5	1,5	1,5	1,5
Excédent/(Déficit)	(3,9)	(14,1)	(12,2)	(9,7)	(8,0)	(5,8)	(3,1)	0,0

¹ Les frais d'intérêt sur la dette ne tiennent pas compte des intérêts incorporés durant la construction d'immobilisations corporelles se chiffrant à 0,1 milliard de dollars en 2009-2010, à 0,3 milliard de dollars en 2010-2011 et à 0,5 milliard de dollars en 2011-2012.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Bulletin préparé par l'Office ontarien de financement. Ces données sont présentées à titre d'information uniquement et ne constituent ni une offre de vente ni un démarchage de valeurs mobilières. Elles n'ont été approuvées par aucun organisme de réglementation des valeurs mobilières et la décision d'acheter des valeurs ne doit pas être prise uniquement en fonction de ces données. Il peut y avoir des erreurs ou des omissions attribuables à la conversion électronique, au téléchargement ou à des modifications non autorisées. Certaines déclarations du bulletin peuvent être des déclarations prospectives (forward-looking statements) au sens de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. Les déclarations prospectives comportent des incertitudes, des risques et d'autres facteurs qui pourraient faire que le rendement de l'économie de l'Ontario diffère grandement des prévisions et des perspectives économiques énoncées expressément ou implicitement dans ces déclarations. La province de l'Ontario ne s'engage nullement à mettre à jour ces déclarations prospectives en fonction de nouveaux renseignements obtenus, d'événements futurs ou autres, sauf pour se conformer aux exigences des lois et règlements pertinents. Même si, au moment de les rendre publiques, ces données étaient jugées fiables, **RIEN NE GARANTIT QUE LE PRÉSENT DOCUMENT OU LES RENSEIGNEMENTS QU'IL CONTIENT SONT EXACTS OU COMPLETS.**

•• Mesures globales de réforme fiscale

- À compter de juillet 2010, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée législative, l'Ontario adopterait une taxe de vente unique fondée sur l'imposition de la valeur ajoutée qui stimulerait les investissements et la productivité. Pour aider les Ontariennes et Ontariens à s'adapter et pour fournir des réductions d'impôt continues, le gouvernement propose pour les particuliers un allègement fiscal de 10,6 milliards de dollars sur trois ans. Ce montant comprend une réduction d'impôt générale permanente ainsi que des versements pouvant atteindre 1 000 \$ pour les couples et les chefs de famille monoparentale et 300 \$ pour les personnes seules, qui seraient faits entre juin 2010 et juin 2011.
- Par ailleurs, le gouvernement procure 4,5 milliards de dollars sur trois ans en allègement de l'impôt des sociétés notamment en faisant passer à 10 % le taux d'imposition des sociétés.
- Une fois mises en oeuvre, les mesures globales de réforme fiscale proposées dans le budget réduiraient de moitié le taux effectif marginal d'imposition de l'Ontario applicable aux nouvelles dépenses en immobilisations des entreprises, ce qui ferait de l'Ontario l'une des régions les plus concurrentielles des nations industrialisées sur le plan des nouveaux investissements.

•• Perspectives économiques

- L'Ontario subit les contrecoups du ralentissement soudain de l'économie mondiale. Tous les pays du G-7 sont maintenant en récession; leur produit intérieur brut (PIB) réel s'est fortement contracté au quatrième trimestre de la dernière année et d'autres baisses sont prévues pendant la première moitié de 2009.
- Le plan du ministère des Finances comprend une baisse de 2,5 % du PIB réel de l'Ontario en 2009. La croissance devrait reprendre au cours de la seconde moitié de 2009 et se raffermir pendant les années suivantes, le PIB réel devant afficher une hausse de 2,3 % en 2010 et de 3,3 % en 2011, ces taux ayant été établis à des fins de planification. La reprise économique aux États Unis, les efforts du gouvernement pour fournir des emplois dès aujourd'hui et pour demain, la faiblesse des taux d'intérêt et les mesures prises pour améliorer le fonctionnement du marché du crédit mondial devrait se traduire par un redressement au milieu de 2009.
- Les principales hypothèses qu'a utilisées le ministère des Finances aux fins de la planification économique sont inférieures aux prévisions du secteur privé qui étaient disponibles lorsque les hypothèses économiques ont été mises au point le 13 mars 2009.
- L'expérience révèle qu'après des périodes de ralentissement économique, le PIB réel de l'Ontario a toujours repris son rythme de croissance tendanciel à long terme.

Perspectives économiques de l'Ontario (en pourcentage)	2004	2005	2006	2007	2008	2009p	2010p	2011p
Croissance du PIB réel	2,6	2,8	2,6	2,3	(0,4e)	(2,5)	2,3	3,3
Croissance du PIB nominal	4,7	4,0	4,3	4,5	1,7e	(2,4)	3,6	4,7
Croissance de l'emploi	1,7	1,3	1,5	1,6	1,4	(2,0)	0,8	1,6
Inflation de l'IPC	1,9	2,2	1,8	1,8	2,3	0,4	1,9	2,0

e = estimation; p = projection de planification du ministère des Finances. Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

•• Mise à jour sur les emprunts

- Les emprunts provisoires à long terme pour 2008-2009 se chiffrent à 28,7 milliards de dollars, comparativement aux 24,3 milliards de dollars indiqués dans le budget de 2008. La différence découle surtout du déficit projeté.

Programme d'emprunt 2008-2009 : Province et Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (en milliards de dollars)			
	Plan budgétaire	Chiffres provisoires	Variation en cours d'exercice
Déficit	0,0	3,9	3,9
Redressements sans effet sur la trésorerie	(0,9)	1,9	2,8
Investissement dans des immobilisations corporelles	4,9	4,3	(0,6)
Prêts/Investissements nets	1,3	0,9	(0,4)
Dette arrivant à échéance	20,5	20,3	(0,2)
Rachats de titres de créances	1,0	0,5	(0,5)
Total des besoins en matière de financement	26,9	31,9	5,0
Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada	(0,6)	(0,5)	0,1
Diminution/(Augmentation) des emprunts à court terme	(2,0)	(5,5)	(3,5)
Augmentation/(Diminution) de la trésorerie et des équivalents	0,0	2,8	2,8
Total des besoins d'emprunt à long terme sur les marchés publics	24,3	28,7	4,4

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

●● Perspectives du programme d'emprunt à moyen terme

Province et SFIEO (en milliards de dollars)	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Déficit	14,1	12,2	9,7
Redressements sans effet sur la trésorerie	(2,0)	(2,5)	(3,0)
Investissement dans des immobilisations corporelles	9,5	11,4	10,4
Prêts/Investissements nets	1,9	0,0	0,0
Dette arrivant à échéance :			
En cours	14,6	15,7	13,9
Impact différentiel du financement futur	0,0	0,0	2,8
Rachats de titres de créances	0,4	0,4	0,4
Total des besoins en matière de financement	38,5	37,3	34,1
Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada	(0,7)	0,0	(1,0)
Diminution/(Augmentation) des emprunts à court terme	(3,0)	(1,0)	0,0
Augmentation/(Diminution) de la trésorerie et des équivalents	0,0	(2,0)	(1,0)
Total des besoins d'emprunt à long terme sur les marchés publics	34,8	34,3	32,1

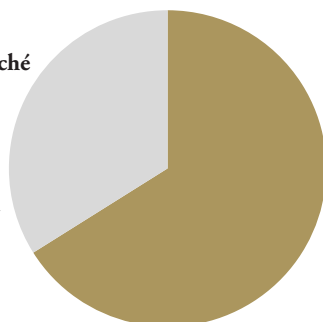
Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

●● Approche en matière d'emprunt

Tous les marchés

Total – 28,7 milliards de dollars

- Émissions sur le marché canadien
18,9 G\$ (66 %)
- Émissions sur le marché international
9,7 G\$ (34 %)

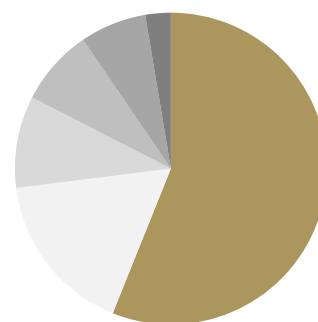


Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Marché canadien

Total – 18,9 milliards de dollars

- Obligations consortiales
10,6 G\$ (56 %)
- Obligations à taux variable
3,2 G\$ (17 %)
- Billets à moyen terme sur le marché canadien
1,8 G\$ (9 %)
- Obligations par adjudication
1,5 G\$ (8 %)
- Obligations à rendement réel
1,3 G\$ (7 %)
- Obligations d'épargne de l'Ontario
0,5 G\$ (3 %)



- En 2008-2009, environ 34 % des fonds (9,7 milliards de dollars) ont été empruntés sur les marchés financiers internationaux. Les obligations émises en devises étrangères ont été les suivantes : des obligations planétaires en dollars américains et en euros; des euro-billets à moyen terme en livres sterling, en francs suisses, en yens japonais, et en dollars américains et de Hong Kong; un prêt en yens japonais.
- Pour combler les besoins de trésorerie supplémentaires pour 2009-2010 découlant du déficit et des investissements accrus dans les immobilisations, l'Ontario conservera une démarche souple et surveillera les marchés canadien et international en veillant à tenir compte des préférences des investisseurs. La diversification des sources d'emprunt constituera un objectif de premier ordre en 2009-2010. Selon les conditions des marchés, la province prévoit effectuer entre 35 et 50 % des emprunts sur les marchés internationaux.
- Le risque pondéré de la dette de l'Ontario est nul dans bien des pays, dont le Canada, les États-Unis, l'Australie, Singapour, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Luxembourg, la Belgique et l'Irlande. Il est de 20 % dans certains pays comme la Malaisie et les Pays-Bas.

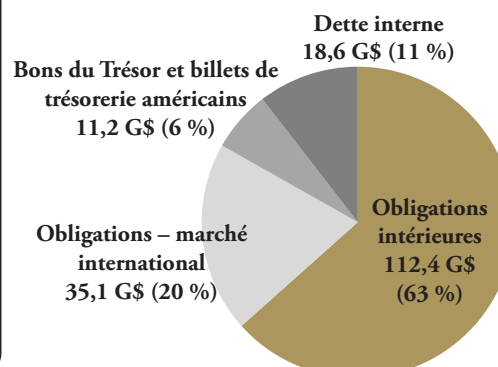
●● Portefeuille de la dette

- On évalue à 149,4 milliards de dollars la dette nette.
- La dette totale de 177,3 milliards de dollars est constituée d'obligations émises sur les marchés financiers publics à court et à long terme, d'une dette interne, de bons du Trésor et de billets de trésorerie américains.
- La dette contractée sur les marchés publics totalise 158,7 milliards de dollars et consiste principalement en obligations émises en 11 devises sur les marchés canadien et international.
- L'Ontario a aussi une dette interne de 18,6 milliards de dollars contractée en dollars canadiens. La dette interne est constituée de titres de créances qui sont détenus par des caisses de retraite du secteur public de l'Ontario et l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada.
- On s'attend à ce que les rapports dette-PIB de la province augmentent au cours des trois prochaines années en raison des investissements effectués pour préserver et créer des emplois, ainsi que des investissements dans les secteurs prioritaires clés. Les rapports se stabiliseront et commenceront à diminuer au cours de la période couverte par le plan de redressement visant à équilibrer le budget.

Obligations – marché international :

- Dollar canadien
- Dollar américain
- Euro
- Dollar néo-zélandais
- Franc suisse
- Yen japonais
- Dollar australien
- Livre sterling
- Rand sud-africain
- Dollar de Hong Kong
- Nouvelle livre turque

Composition de la dette totale de 177,3 milliards \$CAN



Dette		Exposition aux risques (% de la dette)	Risque actuel	Limite de la politique
Dette totale	177,3 milliards de \$			
Dette nette	149,4 milliards de \$			
Déficit accumulé	109,5 milliards de \$			
Dette nette/PIB	25,1 %			
Déficit accumulé/PIB	18,4 %			
Statistiques sur la dette				
Pourcentage des emprunts contractés sur les marchés publics	89 %			
Pourcentage d'émissions en \$CAN	79 %			
Taux d'intérêt effectif (moyenne pondérée)	5,19 %			
		Province		
		Exposition nette aux risques associés aux changements des taux d'intérêt	13,4	35,0
		Exposition aux risques de change	0,2	5,0
		SFIEO		
		Exposition nette aux risques associés aux changements des taux d'intérêt	18,2	35,0
		Exposition aux risques de change	0,0	5,0

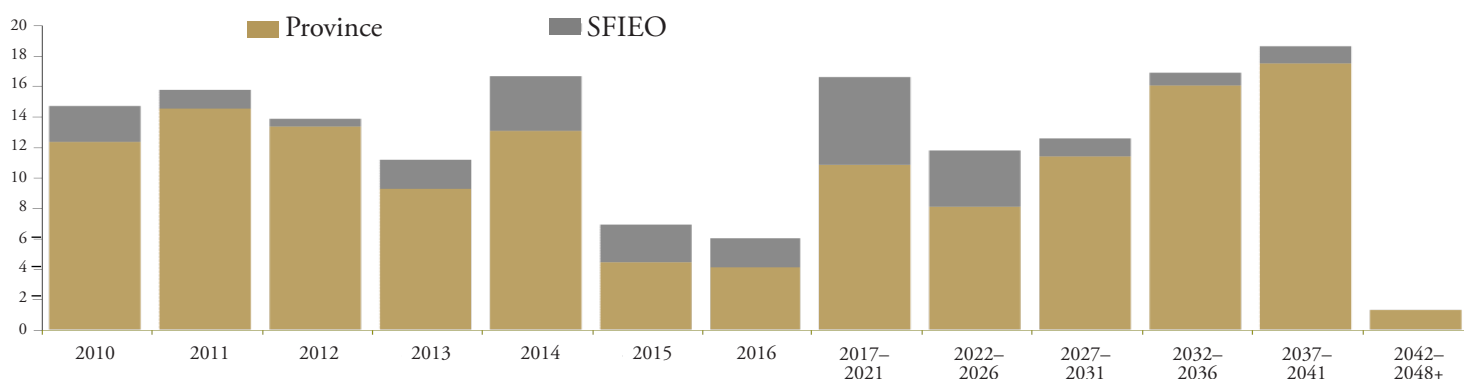
(en milliards de dollars)	Chiffres			
	provisoires	Plan	Perspectives à moyen terme	
	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Dette nette ¹	149,4	169,8	189,5	205,4
Déficit accumulé ¹	109,5	123,6	135,8	145,5

¹ La dette nette représente la différence entre les passifs et les actifs financiers. La variation annuelle de la dette nette équivaut à l'excédent ou au déficit de la province, compte tenu de la variation sur le plan des immobilisations corporelles, de la variation des actifs nets des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges, et de la variation de la juste valeur des fonds de l'Ontario Nuclear Funds Agreement (ONFA). Le déficit accumulé représente la différence entre, d'une part, les passifs et, d'autre part, la totalité des actifs, lesquels comprennent les immobilisations corporelles ainsi que les actifs nets des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges. La variation annuelle du déficit accumulé équivaut à l'excédent ou au déficit, auquel s'ajoute la variation de la juste valeur des fonds de l'ONFA.

Prévu au 31 mars 2009.

Dette arrivant à échéance

(en milliards de dollars)



Exercice se terminant le 31 mars.

Exclut la dette à court terme et les autres passifs ainsi que l'impact différentiel du financement futur. Suppose que les titres de créances avec options seront rachetés le plus tôt possible.

L'Office ontarien de financement est un organisme de la province de l'Ontario chargé des activités provinciales d'emprunt et de gestion de la dette.

Pour nous joindre

Relations avec les investisseurs
Office ontarien de financement
1, rue Dundas Ouest, bureau 1400
Toronto (Ontario) M7A 1Y7
Canada

Téléphone 416 325-0918
Télécopieur 416 204-6694
www.ofina.on.ca
investor@ofina.on.ca